

LA POLITIQUE DU CANADA

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, le ministre n'est pas sans savoir que le groupe de planification nucléaire ignore tout des plans d'urgence des Américains portant sur le déploiement d'engins nucléaires à l'extérieur de leur territoire, et que le gouvernement canadien en ignore tout également. Maintenant que le ministre est au courant, va-t-il faire connaître la politique canadienne aux États-Unis avant que ces derniers n'adoptent d'autres plans d'urgence? Cette politique est celle qui a été adoptée antérieurement par le premier ministre, voulant qu'il n'y aura pas d'engins nucléaires en territoire canadien?

L'hon. Robert C. Coates (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, la réponse est simple. Il n'existe pas de plans de ce genre.

* * *

L'ÉCONOMIE

LES CONSÉQUENCES DES DÉPENSES MILITAIRES

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances au sujet de la question essentielle de la création d'emplois. Il n'ignore probablement pas que son collègue le ministre de la Défense nationale a déclaré pendant les vacances de Noël que le plan de relance économique du gouvernement conservateur consiste à augmenter les dépenses militaires. A un moment où l'on réduit les subventions destinées aux entreprises, à la recherche et au développement, et où l'on parle d'impôt plus lourd pour les pensionnés, le ministre des Finances pense-t-il, à l'instar du ministre de la Défense nationale, que nous relancerons l'économie du pays en achetant davantage d'armes?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député devrait se rappeler que, le 8 novembre, nous avons exposé clairement un programme de développement économique très large qui n'est pas sans rapport avec le fait que 100,000 emplois aient été créés au Canada depuis quatre mois. Je l'invite à considérer notre programme économique dans son ensemble. Il est possible que le député désire concentrer son attention sur certains éléments du programme, mais notre programme en trois parties est le plan de développement économique global que nous avons établi d'une manière assez large et qui permettra de créer des milliers d'emplois en plus de ceux qui ont été créés jusqu'à présent.

● (1450)

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, je pense qu'il serait souhaitable que le collègue du ministre, le ministre de la Défense nationale, lise cette déclaration et cesse de donner l'impression aux Canadiens que nous allons créer des emplois en dépensant davantage pour acheter des armes.

Je voudrais que le ministre des Finances, ou peut-être le premier ministre, nous dise s'il désavoue et rejette la position du ministre de la Défense nationale qui affirme que nous allons relancer l'économie canadienne par des achats d'armes. Le ministre est-il prêt à reconnaître que c'est là une politique

Questions orales

absurde qui n'aura pas les effets que lui attribue le ministre de la Défense nationale?

Mme Jewett: Vous êtes bien placé pour le savoir puisque vous avez beaucoup dépensé vous-même.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, ce que le ministre de la Défense nationale a déclaré, c'est qu'il est possible d'accomplir des progrès grâce à l'excellent accord de partage que le secrétaire de la Défense des États-Unis et lui-même ont élaboré et qui permet à des petites et moyennes entreprises de jouer un rôle beaucoup plus important qu'auparavant dans toutes sortes de programmes de dépenses militaires des États-Unis. Cela permettra de créer des emplois au Canada, comme tous les autres facteurs dont il a été question directement dans l'exposé économique du 8 novembre.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Sommes-nous donc une machine de guerre?

* * *

LA PUBLICITÉ DU GOUVERNEMENT

LE CONTRAT ACCORDÉ

M. Michael Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre. Elle concerne le contrat plutôt extraordinaire de 1.8 million de dollars par an que le gouvernement a accordé à une maison de publicité dirigée par Messieurs Pierre Nantel et Peter Simpson. Étant donné que le premier ministre avait promis pendant la campagne électorale de mettre un terme aux pratiques du gouvernement libéral précédent inspirées du favoritisme politique, peut-il expliquer pourquoi un contrat aussi important a été accordé sans appel d'offres, bien que ce soit exigé explicitement par l'article 8 du chapitre 310 de l'annexe F des règlements du Conseil du Trésor concernant les contrats accordés par le gouvernement?

L'hon. Harvie Andre (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le Président, quand le premier ministre m'a confié ces responsabilités, il m'a demandé de prendre des mesures pour diminuer les dépenses publicitaires du gouvernement du Canada. Une des décisions que nous avons prises immédiatement a été de supprimer le CIUC. Une autre mesure visait à obtenir un meilleur contrat que celui de l'administration précédente avec la société qu'elle avait embauchée. Nous avons négocié un meilleur contrat qui permet au gouvernement d'économiser \$18,000 par mois. Nous allons prendre d'autres mesures pour économiser encore davantage les deniers publics, car c'est le mandat que m'a confié le premier ministre.

Des voix: Bravo!

LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Michael Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire. Le ministre peut-il nous dire à combien d'autres sociétés on a demandé quel montant elles exigeraient pour faire le travail? Si le gouvernement n'est pas disposé à résilier ce contrat, quelles mesures le ministre va-t-il prendre pour s'assurer qu'un organisme conservateur chargé des contrats de publicité ne se servira pas des pouvoirs que lui donne la possibilité d'octroyer pour 60 millions de dollars de contrats publicitaires en vue de récompenser les médias favorables au gouvernement et de pénaliser les autres?